

Fiche d'information : Etude sur les obstacles au recouvrement des biens mal acquis

Vers une solution:

L'étude propose des recommandations pratiques pour améliorer la communication et la coopération internationales, en facilitant notamment la compréhension de ce qui différencie les systèmes juridiques des Etats requérants ou requis en matière d'entraide internationale. Elle met aussi en avant des mesures concrètes et les meilleures pratiques à adopter en vue du développement des outils nécessaires à la conduite des procédures de recouvrement d'actifs détournés ou volés.

Principales recommandations:

- Eriger le recouvrement des biens mal acquis en priorité politique - Adopter et appliquer des plans stratégiques complets relatifs aux avoirs volés
- Favoriser la confiance entre les praticiens - Adopter des politiques et procédures opérationnelles, développer des relations de confiance cultiver la confiance, et améliorer la communication entre les Etats et entre les professionnels concernés.
- Fournir les outils juridiques pour récupérer les profits de la corruption- Introduire des réformes législatives en vue de permettre aux autorités compétentes de geler et de confisquer les actifs illicites.
- Rechercher systématiquement les profits de la corruption. Appliquer efficacement les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent.
- Etablir une base juridique solide pour un large éventail de mesures d'entraide judiciaire internationale (Lorsque la volonté politique existe, on peut toujours trouver une solution juridique).
- Trouver des moyens de coopérer – Autoriser la recherche, le gel temporaire ou la saisie des biens illicites avant la réception une demande formelle d'entraide judiciaire!
- S'engager au plus vite dans la voie de la coopération internationale – Encourager l'utilisation de toutes les méthodes tendant à l'obtention de mesures d'entraide par les voies informelles avant l'initiation d'une requête formelle d'entraide judiciaire. –Aider ses partenaires : les pays disposant d'une expérience des procédures de recouvrement d'actifs illicites devraient conseiller et former les praticiens des juridictions moins expérimentées- les juridictions a haute capacité peuvent fournir une assistance aux juridictions à faible capacité.

Contexte

- Les vols et détournements de biens publics et la corruption dans les pays en développement sont un fléau dont les conséquences politiques, sociales, économiques et de développement sont d'une extrême gravité. Selon les estimations usuelles, les pays en développement perdent chaque année de \$20 à \$40 milliards du fait de la corruption.
- L'Initiative StAR sur le Recouvrement des Avoirs Volés estime que seulement 5 milliards de dollars ont été recouverts au cours des 15 dernières années. L'énormité de l'écart entre les estimations les plus basses relatives aux biens mal acquis et celles relatives à leur recouvrement démontrent l'impact des obstacles au recouvrement d'actifs. La coopération internationale est essentielle pour ces procédures.
- La Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC) fournit l'architecture globale pour le recouvrement des actifs illicites, ainsi que le cadre international pour traiter certains de ces obstacles. En réalité, le processus de recouvrement d'avoirs reste long, le niveau d'activité est faible et inégal, et les professionnels continuent de faire état d'innombrables difficultés.

Obstacles aux recommandations Recouvrement des Avoirs :

- L'étude de l'initiative StAR s'appuie sur l'expérience de plus de 50 professionnels issus de toutes les régions du Monde. Le public visé est principalement constitué des responsables politiques et des organisations dont le rôle est d'établir des standards internationaux qui peuvent s'inspirer des recommandations et des bonnes pratiques détaillées dans cette étude pour mettre en œuvre des réformes législatives et fournir les outils nécessaires aux professionnels.
- L'étude propose des recommandations pratiques pour améliorer la communication et la coopération internationale et la compréhension des différences entre systèmes juridiques. Elle met aussi en avant des mesures concrètes et des « meilleures pratiques » pour que les enquêteurs et les professionnels du droit soient en position d'utiliser efficacement les outils nécessaires au recouvrement d'actifs d'origine illicite.

www.worldbank.org/star